

70,000 entreprises d'avoir à faire rapport en vertu de la loi et c'est de cela dont se vante le ministre à la Chambre.

Toutefois, derrière ce camouflage, il y a le cynisme. Je le répète, l'article stipulant l'obligation de faire rapport sur les transferts de technologie au Canada entraînera toute une série de nouvelles difficultés. Si le ministre compte se payer du bon temps de cette façon, j'espère sincèrement qu'il se trompe car je me rends compte que les questions qu'on a négligé d'aborder au comité de l'autre endroit surgissent maintenant. Le gouvernement joue un jeu ignoble.

Il cherche en fait à imiter une loi mexicaine. Je présume également qu'on s'est inspiré du modèle japonais; le ministre y a d'ailleurs fait allusion dans son discours. En réalité, le Japon essaye une autre tactique. Il veut dresser l'inventaire de la propriété intellectuelle importée et exportée. Mais Dieu qu'ils sont sévères. Si on compte manufacturer un produit, la loi exige en retour que cette production soit vendue sur d'autres marchés. Je ne crois pas que les grands industriels et hommes d'affaires d'en face aient le courage d'en faire autant. Que je sache, il n'y a pas eu de compromis avec le Japon quant à l'infrastructure nécessaire pour le charbon du Nord-Est. J'accepterais volontiers que nous vendions au Japon des réacteurs CANDU en échange de ressources non renouvelables comme le charbon du Nord-Est, dont le gisement est parmi les plus précieux du monde. Pourquoi vendre nos ressources sans un maximum de valeur ajoutée?

Saviez-vous, monsieur l'Orateur, que l'on peut éclairer la ville de Vancouver avec la seule réaction exothermique du procédé de cokéfaction? Savez-vous que le coke vaut à peu près deux fois le prix du charbon à l'état brut? Comme nous ne sommes pas pressés de construire des usines de cokéfaction dans notre environnement, nous sommes disposés à faire ce genre d'échanges. Cependant, sommes-nous en mesure de compter sur une stratégie industrielle pour en arriver à des compromis intelligents et prévoyants chaque fois qu'il s'agit de tirer parti de nos ressources? Avides et égoïstes que nous sommes, nous voulons tout avoir aujourd'hui sans penser un moment à l'avenir de nos enfants.

J'attends cette stratégie industrielle du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray), car s'il n'a même pas le courage que notre pays mérite... il en parle depuis toujours. C'était lui qui devait démissionner, monsieur l'Orateur, l'avez-vous oublié, si les taux d'intérêt atteignaient 14 p. 100.

Pendant que j'y suis, monsieur l'Orateur, je voudrais en parler quelque peu. Nos besoins structurels d'aujourd'hui ne devraient pas être modelés sur les besoins des États-Unis. Nos besoins de croissance ont toujours été différents de ceux des États-Unis. Pourquoi ne pas tenir un débat ici même sur ce qui arriverait si nous décidions d'abaisser les taux d'intérêt et d'abandonner le dollar à son sort? Pourquoi ne pas demander à un comité de siéger en permanence pour superviser tout le débat entre économistes et autres experts du genre? Nous ne pouvons continuer à suivre la voie du monétarisme et continuer de jouir de nos libertés.

M. Rae: Dites cela à Crosbie.

● (1630)

M. Huntington: Est-ce que cela ferait partie de l'objectif que vise le gouvernement interventionniste et structuraliste? Le gouvernement pourrait se procurer partout sur la colline les outils nécessaires pour organiser des débats intéressants sur

Corporations et syndicats ouvriers

des questions importantes. Et pourtant, le gouvernement lance-t-il de tels débats? Se sert-il de ces outils? La réponse est non. Il parle d'une stratégie industrielle. Où est-elle?

Je suis ravi de voir que le ministre d'État chargé des petites entreprises et du tourisme (M. Lapointe) est à la Chambre. Je voudrais lui poser la question suivante: où en est l'étude sur la révision des moyens de financement des petites entreprises? Est-elle enfouie sous la stratégie industrielle? N'avons-nous pas besoin dès maintenant de cette étude qui se poursuit depuis si longtemps que les premières pages sont probablement à peine lisibles maintenant? Où est cette étude? La plupart d'entre nous connaissent les solutions au problème. Il est difficile de créer de nouvelles richesses au moyen des gains que réalisent les petites entreprises à l'heure actuelle. Les petites entreprises éprouvent de la difficulté à construire de nouvelles usines, à rester productives et à se moderniser. Elles ne peuvent pas accumuler les capitaux dont elles ont besoin. Pourquoi le ministre ne profite-t-il pas de cette période difficile pour proposer des mesures innovatrices et bien conçues?

L'étude en question avait été entreprise par le gouvernement libéral antérieur, elle a été poursuivie par le gouvernement Clark et elle est maintenant perpétuée par le gouvernement actuel. Si le ministre d'État chargé des petites entreprises et du tourisme veut un auditoire ou s'il veut faire appel aux talents et à l'intelligence de certains députés et de certains membres du monde des affaires pour mettre la dernière main au rapport, nous serions ravis de faire ce qu'il désire. Il tient au creux de sa main une occasion idéale de faire quelque chose pour le secteur dont il est censé s'occuper. Je suis certain qu'il trouve sa situation actuelle plutôt inconfortable.

Pourquoi le gouvernement tarde-t-il à prendre les mesures qui s'imposent quand les taux d'intérêt atteignent 21 ou 22 p. 100 et le dollar ne vaut que 83c.? Avons-nous examiné à la Chambre ce qui se passerait si le dollar valait 75c. pendant quelque temps? Les taux d'intérêts seront-ils abaissés de quatre ou cinq points? Qui en profitera? Qui touchera les superprofits pour compenser les autres coûts? Ils étouffent les initiatives et découragent les particuliers en prévision d'une société structuraliste et interventionniste.

On manifeste une grande sincérité au sein du Nouveau parti démocratique. J'approuve nombre de leurs initiatives, mais quand ils se préoccupent de la petite entreprise, je m'inquiète. Leur intérêt nous aidera-t-il à obliger le ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) à s'occuper de la question qu'il semble avoir oubliée?. Viendront-ils nous aider à régler la question des taux d'intérêts et de la valeur du dollar? Nous nous livrons à des manigances politiques et nous le savons. Nous ne rendons pas service à nos concitoyens. Nous nous efforçons tous de marquer des points sur des questions de politique étriquée. Cela me dépasse. Leurs électeurs sont les syndicats et les grands chefs ouvriers qui s'y connaissent quand il s'agit d'accaparer plus que leur juste part et d'envoyer au diable tous les non-syndiqués.

Des voix: Règlement!

M. Huntington: Voilà comment cela se passe. La Chambre ne fait absolument rien au sujet de l'absence complète du pouvoir discrétionnaire de dépenser pour les gens qui ont travaillé toute leur vie et qui vivent maintenant grâce à des pensions fixes. Par contre, nous avons permis qu'on gaspille des